

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de l'Est (SMAE)

91 Boulevard de la Solidarité
BP 15030
57071 Metz

Références : METZ_SMAE_2023-03-14_RAPVI-MED-pollution-eau_EBK_24490
Code AIOT : 0006201556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de l'Est (SMAE) implanté 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 20/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à la pollution accidentelle des eaux superficielles (ruisseau de la Cheneau puis Seille en aval) constatée le 20 janvier 2023 vers 11h au niveau de la porte des Allemands à Metz (à l'endroit où le ruisseau de la Cheneau rejoint la Seille). D'importantes irisations noires ont été constatées, combinées à des odeurs de fioul. Un barrage filtrant a été mis en place par le SDIS et la source de la pollution a été identifiée vers midi : elle provient d'un déversement accidentel des eaux usées (produits lessiviels, huiles et hydrocarbures) de la société SMAE dans son réseau "eaux pluviales Sud", eaux théoriquement non susceptibles d'être polluées, et qui en conséquence sont rejetées dans le ruisseau de la Cheneau au point de rejet localisé au Sud-Ouest du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de l'Est (SMAE)
- 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91 boulevard de la Solidarité.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à 1 t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement ou déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est notamment encadrée par :

- l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz ;
- l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des incidents/accidents
- Rejets eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation du bassin 100 m ³	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.III.C	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Conduite à tenir en cas d'incident/ d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 21 (partiel)		Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de la pollution accidentelle	Code de l'environnement du 20/01/2023, article R. 512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des déversement accidentels	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 22 (partiel)	/	Sans objet
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 22 (partiel)	/	Sans objet
5	Plan des réseaux (eaux usées)	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est focalisée sur l'incident constaté (pollution des eaux superficielles), l'enchaînement des événements et la conformité réglementaire des équipements et procédures en lien avec le déversement accidentel d'eaux usées dans le milieu.

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités pour lesquelles elle propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de régulariser la situation sous un mois, à savoir :

- empêcher tout débordement du bassin 100 m³ durant son remplissage (cf. Point de contrôle n°2) ;
- être en mesure de remédier, dans les plus brefs délais, à tout incident pouvant entraîner des pollutions accidentelles (cf. Point de contrôle n°4).

En outre, au regard des actions encore en cours et identifiées dans le présent rapport, l'inspection demande à l'exploitant qu'un rapport d'incident mis à jour lui soit communiqué lorsque l'analyse des causes profondes sera terminée et l'ensemble des actions correctives mis en oeuvre (délai 1 mois à compter de la date du présent rapport). Ce rapport devra notamment :

- documenter l'ensemble des dysfonctionnements survenus lors de l'incident et les actions réalisées en réponse pour remédier dans les plus brefs délais à tout incident susceptible de polluer le milieu ;
- estimer précisément le volume d'eaux usées accidentellement déversé dans le milieu ;
- évaluer les éventuels impacts ou l'absence d'impact sur le milieu (faune aquatique notamment) du point de rejet du site dans le ruisseau de la Cheneau jusqu'en aval (partie de la Seille impactée, du point où la Cheneau rejoint la Seille jusqu'à la Moselle).

Outre ces constats, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité sur les autres points de contrôle objets de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/01/2023, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Notification de la pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Prescription connexe : art. 21 (partiel) de l'arrêté du 14/11/1995</p> <p>[...] Tout incident ayant provoqué une pollution accidentelle devra être signalé dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et fera l'objet d'un rapport circonstancié qui lui sera adressé sous 15 jours</p>
<p>Constats : Vu la pollution du milieu causée par le déversement accidentel le 20/01/2023 des eaux usées (produits lessiviel, hydrocarbures, huiles) dans le réseau "eaux pluviales Sud" du site, réseau d'eaux non susceptibles d'être polluées directement relié au point de rejet des eaux pluviales du site dans le ruisseau de la Cheneau.</p> <p>L'exploitant déclare avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • constaté, à la prise de poste à 7 h le 20/01/2023, le débordement du bassin dit "100 m³",

bassin de stockage des eaux usées du site avant leur traitement dans la station interne dite EMULSERI et le débordement du caniveau du bâtiment 21 ;

- stoppé à cette heure-là la source du débordement et nettoyé les sols du bâtiment 21.

L'exploitant n'a pas immédiatement identifié l'ensemble des dysfonctionnements survenus sur le site, ni toutes leurs conséquences (rejets d'eaux usées dans le milieu) et n'a pas informé l'inspection.

Ce n'est qu'à l'arrivée du SDIS vers midi que l'exploitant a identifié le débordement du déshuileur "eaux pluviales Sud", localisé en sous-sol et uniquement accessible en passant par un regard, et constaté le déversement accidentel des eaux usées dans le milieu.

L'exploitant a prévenu l'inspection par courriel puis téléphone à 14h45 ce même jour.

L'exploitant a ensuite enclenché les démarches d'analyse de l'incident et de recherche des causes profondes. Un document intermédiaire a été transmis à l'inspection par courriel le 24/01/2023 puis la fiche de notification d'accident/incident de la DGPR a été transmise le 03/02/2023. L'exploitant précise toutefois qu'une enquête plus approfondie reste en cours.

A ce stade, l'exploitant estime le déversement accidentel à environ 8 m³ d'eaux usées.

L'incident a pour cause une série de dysfonctionnements impliquant le bassin de stockage des eaux usées, dit bassin 100 m³, le déshuileur du réseau eaux pluviales Sud et des connexions (tuyaux + pompes) établies par l'exploitant (entre le réseau "eaux pluviales Nord" et le bassin 100 m³ d'une part, et entre le caniveau où est localisé le bassin 100 m³ et le déshuileur du réseau "eaux pluviales Sud" d'autre part).

Observations : Conformément à la prescription contrôlée, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de lui adresser, ainsi qu'au préfet, une mise à jour du rapport d'incident (accompagné du document dit "A3" établi par l'exploitant selon ses procédures) si des éléments nouveaux venaient modifier ou compléter les informations ou les conclusions du rapport transmis le 03/02/2023.

Cet envoi devra comporter notamment :

- une estimation plus précise du volume d'eaux usées accidentellement déversé dans le milieu (avec justification du raisonnement associé) ;
- des éléments documentant les éventuels impacts ou l'absence d'impact sur le milieu (faune aquatique notamment) du point de rejet du site dans le ruisseau de la Cheneau jusqu'en aval (partie de la Seille impactée, du point où la Cheneau rejoint la Seille jusqu'à la Moselle) ;
- l'ensemble des éléments pertinents identifiés par l'exploitant dans le cadre des réponses à apporter aux autres points de contrôle du présent rapport (cf. Points suivants) afin que le déroulé des faits et l'ensemble des actions correctives mises en oeuvre pour prévenir toute pollution du milieu soient clairement exposés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Néant à ce stade

Délais : 1 mois

N° 2 : Exploitation du bassin 100 m³

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25. III. C
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation du bassin 100 m ³
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs. C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• le dispositif permettant de mesurer le niveau de remplissage du bassin de stockage des eaux usées (dit bassin 100 m³), mesure relevée quotidiennement par un opérateur ;• le débordement de ce bassin et ses conséquences par ricochet : débordement du caniveau, dysfonctionnement du déshuileur du réseau "eaux pluviales Sud" et pollution des eaux superficielles ;• les déclarations de l'exploitant relatives à l'enchaînement des événements ayant eu pour conséquence la pollution des eaux superficielles (cf. Point de contrôle n°1 et le rapport de l'exploitant transmis). <p>L'inspection constate que le bassin 100 m³ est équipé de manière à pouvoir vérifier le niveau de remplissage à tout moment, mais que ce dispositif en l'état ne permet pas d'empêcher le débordement du bassin en cours de remplissage. Il convient en conséquence que l'exploitant identifie les mesures techniques et/ou organisationnelles à mettre en oeuvre pour respecter la prescription contrôlée.</p>
Observations : L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des déversements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 22 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des déversements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dépôts et stockages de liquides de toute nature susceptibles d'être à la source d'une pollution des eaux seront équipés et exploités de sorte qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture ou débordement de récipients, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• le débordement du bassin de stockage des eaux usées (dit bassin 100 m³) et ses conséquences par ricochet : débordement du caniveau, dysfonctionnement du déshuileur du réseau "eaux pluviales Sud" et pollution des eaux superficielles ;• les déclarations de l'exploitant relatives à l'enchaînement des événements ayant eu pour conséquence la pollution des eaux superficielles (cf. Point de contrôle n°1 et le rapport de l'exploitant transmis) ;• l'installation d'un "col de cygne" le 24/01/2023 sur le tuyau permettant d'acheminer les huiles collectées par le déshuileur installé sur le réseau "eaux pluviales Sud" vers le caniveau relié au bassin "100 m³" et l'installation d'un clapet anti-retour le 27/01/2023. <p>L'inspection constate que les démarches réalisées par l'exploitant permettent de prévenir, en cas d'accident tel que la rupture ou le débordement du bassin 100 m³, le déversement direct de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel et donc le retour à la conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite à tenir en cas d'incident/d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 21 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite à tenir en cas d'incident/d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions seront prises pour remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles (fuites, vidanges intempestives, explosion, etc.). Des consignes seront largement diffusées au personnel. Elles spécifieront notamment les personnes à prévenir, la conduite à tenir, la position et le fonctionnement des vannes de sectionnement, etc.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none">• les consignes dites "18" et "3" (mise à jour le 26/06/2017) relatives à la gestion d'un incident pouvant entraîner des pollutions accidentelles (précisant notamment les personnes à contacter, la conduite à tenir, l'actionnement des vannes de sectionnement) ;• les communications au personnel du site, écrites et orales, réalisées sur ce sujet en 2022 au cours de la semaine 37 (cf. "l'essentiel de l'actualité" s37/2022, page 9/12) ;• le débordement du bassin de stockage des eaux usées (dit bassin 100 m³) et ses conséquences par ricochet : débordement du caniveau, dysfonctionnement du déshuileur du réseau "eaux pluviales Sud" et pollution des eaux superficielles. <p>L'inspection constate, malgré l'existence et la communication de consignes, que l'incident du 20/01/2023 n'a pas donné lieu à l'application des consignes prévues. L'exploitant explique qu'elles n'ont pas été appliquées et qu'il n'a pu remédier dans les plus brefs délais à l'incident car il n'a pas identifié immédiatement le déversement accidentel. En effet, l'opérateur qui a constaté le débordement du bassin 100 m³ de stockage des eaux usées du site n'a identifié ni le débordement du déshuileur en sous-sol localisé sur le réseau "eaux pluviales Sud" ni le déversement accidentel des eaux usées dans le milieu.</p> <p>L'exploitant déclare travailler depuis l'incident et l'inspection du 26/01/2023 sur l'analyse des causes profondes de l'incident dans le but de mettre en place tous les équipements et procédures pour être en capacité d'identifier dans les plus brefs délais tout incident pouvant entraîner des pollutions accidentelles, et donc d'y remédier. Des actions ont été réalisées et d'autres sont encore à mettre en oeuvre et à documenter (cf. Points de contrôles précédents).</p> <p>Observation : L'exploitant n'étant pas encore en mesure de démontrer la mise en oeuvre de l'ensemble des actions permettant de garantir de remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant.</p> <p>Il conviendra que ce dernier :</p> <ul style="list-style-type: none">• mette en oeuvre l'ensemble des dispositions (équipements et/ou procédures) permettant de remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles ;• justifie à l'inspection en quoi ces actions permettent d'atteindre l'objectif fixé dans la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Délais : 1 mois

N° 5 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 22 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera notamment à ce que chaque stockage soit exploité dans des conditions assurant, en cas de déversement accidentel, une rétention étanche au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand des réservoirs associés ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : Sans observation, vu la zone où le bassin "100 m ³ " de stockage des eaux usées avant traitement a débordé, ainsi que la zone de traitement dite "EMULSERI", toutes deux sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de rejet seront accessibles aux agents chargés du contrôle des déversements et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la connaissance de son débit dans de bonnes conditions. L'aménagement de regards dans les canalisations et la pose sur celles-ci d'appareils permettant d'effectuer des mesures de débit et, le cas échéant, d'enregistrer ces mesures, pourront être exigés. L'exploitant devra tenir à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées : - un schéma à jour de tous les réseaux faisant apparaître les ouvrages susvisés et les points de prélèvement ; - un plan à jour des réseaux.
Constats : Sans observation, vu : - le plan des réseaux "eaux pluviales" du site mis à jour en octobre 2018 (à noter que le réseau "eaux pluviales" du site est divisé en 2 réseaux "eaux pluviales Sud" et "eaux pluviales Nord" qui sont chacun équipés d'un déshuileur avant rejet dans le milieu (1 seul point de rejet localisé au Sud-Ouest du site)) ; - les lieux de prélèvements aménagés sur les 2 réseaux "eaux pluviales" accessibles ; - par sondage, au niveau des rejets des eaux pluviales du site, l'aménagement de regards dans les canalisations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet